

Dans le cadre d'un partenariat avec le Groupe de Travail Protection (GTP) et sous la co-facilitation du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), REACH a conduit une évaluation de la situation en termes de protection des populations déplacées internes et réfugiées vivant dans la région de Diffa entre le 15 septembre et le 12 octobre 2018. Cette évaluation visait à fournir une vue d'ensemble de la situation en termes de protection de la population déplacée (personnes déplacées internes (PDI) et réfugiés) dans la région de Diffa afin de permettre une réponse humanitaire plus adaptée.

L'évaluation a couvert 175 sites et 1 camp (Sayam Forage) dans 10 communes : N'Guigmi, Kabalewa, Bosso, Toumour, Gueskerou, Diffa, Chetimari, Foulatari, Goudoumaria et Mainé Soroa. Une méthodologie mixte a été adoptée incluant un volet quantitatif et un volet qualitatif. Des entretiens ont été effectués avec 622 informateurs clés (IC), sur la base de deux questionnaires distincts

avec un IC interrogé par statut (Réfugié/PDI) dans chaque site dont un questionnaire sur la situation générale en termes de protection et un questionnaire sur la protection de l'enfance et les violences basées sur le genre. Pour le volet qualitatif, un total de 48 groupes de discussions ont été réalisés dans 8 communes¹ avec 6 groupes de discussions distincts par commune dont 3 groupes par statut (femmes - filles - garçons)². Les résultats doivent être considérés comme indicatifs et non représentatifs de la situation dans les sites évalués.

Douze fiches d'informations (une par thématique et par statut) ont été réalisées afin de présenter les résultats quantitatifs principaux de cette évaluation.

Cette fiche présente la situation sécuritaire de la population réfugiée dans 147 sites dans lesquels des IC réfugiés ont été interrogés.

Sentiment de sécurité de la population

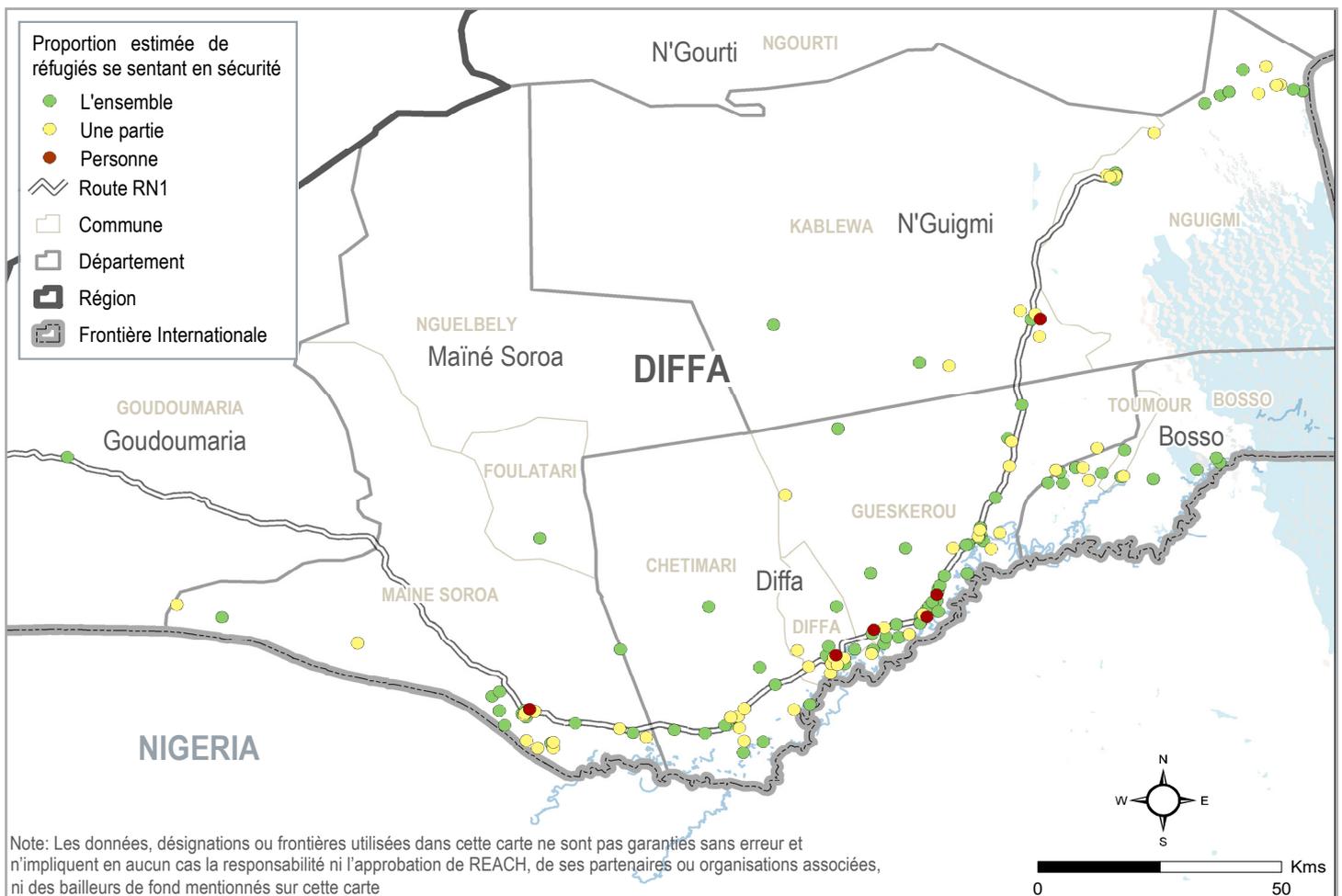
Proportion estimée de la **population se sentant en sécurité au sein du site au moment de l'évaluation selon les IC** par nombre de sites :

L'ensemble		(88)
Une partie ³		(53)
Personne		(6)

Parmi les sites où au moins une partie de la population ne se sentait pas en sécurité (**59/147**) au moment de l'évaluation, **principales raisons évoquées selon les IC** ⁴ :

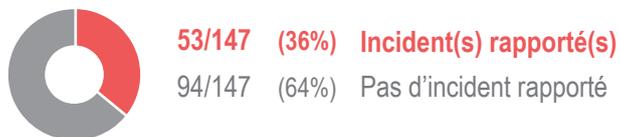
1. Présence de groupes armés	(42)
2. Manque de patrouilles régulières	(31)
3. Absence de forces de sécurité	(30)

Carte : Proportion estimée de réfugiés se sentant en sécurité au sein du site au moment de l'évaluation selon les IC



Incidents sécuritaires

Nombre de sites dans lesquelles des incidents sécuritaires ont eu lieu au cours des six mois précédant l'évaluation selon les IC :



Caractéristiques des incidents sécuritaires

Fréquence des incidents sécuritaires au cours des six mois précédant l'évaluation dans les **53 sites** dans lesquels des incidents ont été rapportés par les IC :



Nombre d'incidents sécuritaires au cours du mois précédant l'évaluation selon les IC, par nombre de sites :



Mécanismes de prévention/réduction des incidents sécuritaires

Nombre de sites dans lesquelles des actions visant à prévenir ou à réduire le nombre d'incidents sécuritaires ont été rapportées par les IC :



Parmi les sites où la mise en place de telles actions a été rapportée (**25/53**)⁴ :

Principales actions ayant été mises en place

1. Patrouilles fréquentes/régulières
2. Sensibilisation auprès de la population
3. Concertation entre les membres de la communauté

Principaux acteurs ayant mis en place ces actions

1. Etat
2. Patrouilles Forces de Sécurité (FDS)
3. Population

Types d'incidents sécuritaires les plus rapportés par les IC par nombre de sites⁴ :

1. Vols/braquages (40)
2. Combats entre groupes armés (18)
3. Violences physiques contre les civils (attaques, meurtres) (12)

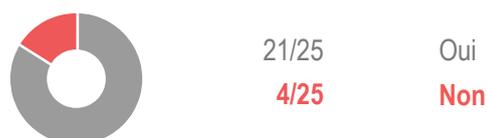
Catégories de population les plus affectées par les incidents sécuritaires selon les IC, par nombre de sites⁴:

1. Hommes (18 - 49 ans) (46)
2. Garçons (11 - 17 ans) (30)
3. Hommes âgés (50 ans et plus) (21)

Evolution des incidents sécuritaires au cours des six mois précédant l'évaluation, par nombre de sites :



Nombre de sites dans lesquelles ces actions ont été considérées comme étant efficaces dans les **25 sites** dans lesquels ces actions existent selon les IC :



Parmi les sites dans lesquelles les IC ont rapporté que ces actions ne sont pas jugées efficaces (**4/25**), principales raisons évoquées, par nombre de sites⁴ :

1. Manque d'information (2)
2. Manque de consultation de la communauté (2)

¹ Les 8 communes dans lesquelles des groupes de discussion ont été menés sont les suivantes : Diffa, N'Guigmi, Maine Soroa, Chetimari, Bosso, Gueskerou, Toumour et Kabalewa

² Les enfants (filles et garçons) ayant participé aux groupes de discussion étaient âgés de 11 à 17 ans

³ Une partie désigne : la majorité, la moitié et la minorité

⁴ Les IC pouvaient choisir plusieurs options de réponses (question à choix multiple)